



La voix anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'ORLEANS

Mail : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /

Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA jeunes 45



Il a osé !

Des salariéEs en grève depuis plus de 40 jours ont eu l'outrecuidance de s'introduire sans effraction et sans violence au siège de la CFDT pour dénoncer la collaboration de classe de la direction de ce syndicat avec le pouvoir et le patronat !

La réaction du Chef de l'Etat est intéressante :

« Je condamne avec la plus grande fermeté ce qui s'est passé cet après-midi. J'ai appelé le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger, les violences à l'égard de syndicalistes, quelles que soient d'ailleurs les confédérations syndicales, sont une honte pour notre démocratie et inacceptables », a déclaré le chef de l'Etat.
« Je veux apporter toute ma solidarité non seulement à cette confédération syndicale mais à ses salariés et ses engagés qui ont subi ces agressions... »

Voilà le premier responsable des violences ayant occasionnées des centaines de blesséEs dont des dizaines de mutiléEs lors des manifestations de Gilets Jaunes et syndicales qui reconnaît que « les violences à l'égard de syndicalistes sont inacceptables et une honte pour notre démocratie » !

Plusieurs fois l'ONU et l'EUROPE ont mis en garde Macron contre l'usage « abusif de la force » rien n'y a fait mais le voilà donnant des leçons. D'abord aux autres pays Hon Kong, le Liban, l'Egypte et aujourd'hui les grévistes ! Non vous ne rêvez pas c'est ce grand démocrate, qui veux faire l'égalité entre les citoyens retraitéEs et retraitables en « oubliant » les flics, les militaires, les sénateurs et les parlementaires sans faire payer les riches et en augmentant la durée du travail ! **DEHORS !!!!**

Retraites : On ira jusqu'au retrait !

Cette nouvelle semaine de mobilisation prouve que le mouvement pour le retrait du projet de loi sur les retraites continue bel et bien. Aux journées de grève qui s'accumulent, dans différents secteurs professionnels, viennent s'ajouter occupations de lieux et autres blocages. **Nous n'avons pas dit notre dernier mot !**

Le gouvernement ment

Après avoir fait le pari de la « trêve » de fin d'année il y a moins d'un mois, Macron et Philippe ont pensé que l'opération lancée autour de l'âge pivot, avec la complicité de la direction de la CFDT, produirait un effet de démobilisation. Il n'en a rien été, cette semaine l'a encore montré. D'abord parce que la CFDT pèse peu sur le mouvement réel, mais surtout parce que personne ne croit plus ce pouvoir. Et pour cause ! Le Premier ministre a précisé qu'il y aura dans tous les cas un « âge d'équilibre », et l'exigence du gouvernement est bien que les capitalistes n'augmentent pas leur part dans le financement (ce qu'ils appellent « coût du travail »), ce qui signifie que ce sont bien les salariéEs qui devront payer ! La « conférence sur le financement des retraites » ne peut donc aboutir qu'à une baisse des pensions et un allongement de la durée de cotisation.

Et comme on nous avait juré la main sur le cœur que l'objectif de la réforme n'est pas la mise en place des retraites par capitalisation, l'article 64 indique précisément que le gouvernement appelle le secteur de l'assurance à généraliser le recours à l'épargne-retraite. BlackRock, Axa et tous les assureurs privés peuvent se frotter les mains...

La flamme ne s'éteint pas

Un mois et demi de grève reconductible chez les cheminotEs et à la RATP, c'est exceptionnel, et en toute logique, les grévistes de ces secteurs attendent un second souffle du mouvement. Dans d'autres secteurs comme l'éducation, la culture ou l'énergie, les journées de mardi et/ou de jeudi ont permis une remobilisation, avec en particulier jeudi des manifestations (réunissant quand même plusieurs centaines de milliers de personnes dans tout le pays), mais dont le dynamisme et la variété ont étonné, preuve que le mouvement continue.

Et depuis quelques jours, se développent, souvent dans des cadres interprofessionnels, avec des jeunes, des actions montrant bien que l'« on ira jusqu'au retrait ! ». Opération « ports morts », occupations de rectorats et blocages de collèges ou lycées dans l'éducation, « interventions » collectives et bruyantes lors des voeux de représentants et amis de ce gouvernement, etc., le mouvement continue à se faire entendre.

Grèves, actions et blocages, continuer tou-TE-s ensemble !

À l'appel des organisations syndicales, une nouvelle séquence de mobilisations est programmée pour les mercredi 22 et jeudi 23 janvier, avec une nouvelle journée de grève nationale vendredi 24 janvier, jour de présentation du projet de loi au Conseil des ministres. Sans attendre ces journées, la grève continue et doit chercher à s'étendre le plus largement, tout en déployant l'ensemble de nos capacités de nuisances contre ce système comme cela a été fait cette semaine : grèves, blocages, manifestations, actions contre les membres ou représentantEs du gouvernement... Avec pourquoi pas en point d'orgue une grande manifestation nationale contre Macron et sa casse des retraites.

Stopper plusieurs décennies de destruction de nos acquis sociaux, redonner à notre camp social la confiance dans la force qu'il représente, dans sa capacité à porter une alternative non seulement au macronisme mais aussi au système capitaliste, c'est l'enjeu de l'heure.

Orléans le 21-01-2020

► **Manifestation Jeudi 23 janvier 18h : Retraites aux flambeaux au départ de la Place d'Arc Orléans et Montargis Place du Patis.**

► **Manifestations interprofessionnelles vendredi**

24 janvier : journée massive de grève et de manifestations interprofessionnelles, date du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi

- 10h30 Orléans : parvis de la Cathédrale
- 10h30 Montargis place du Patis
- 10h à Gien : place Jean Jaurès

Niches sociales : le patronat doit 10 milliards d'euros à la caisse des retraites

On connaissait bien les « niches fiscales », on connaît moins bien les « niches sociales ». C'est pourtant le terme qu'emploie la Cour des Comptes pour désigner les dispositifs qui permettent de payer moins, voire pas du tout, de cotisations sociales.

Les niches sociales représentent ainsi un manque à gagner pour les régimes obligatoires de base et le fonds de solidarité vieillesse. Leur coût est d'ailleurs loin d'être négligeable puisqu'il est estimé [par la Cour des Comptes](#) à 66 milliards d'euros en 2019, dont 52 milliards d'euros pour les seuls allègements généraux de cotisations patronales.

Parmi ces cotisations patronales, 9 758 000 000 d'euros n'ont pas été versés à la branche vieillesse de l'assurance maladie, qui gère actuellement le régime général des retraites ([annexe 5 du PLFSS 2019, p 48](#)). Si les patrons s'en tirent bien, ce trou de près de 10 milliards d'euros est en revanche comblé par l'Etat, mais pas intégralement.

Cocasse, lorsqu'on constate que le déficit des caisses de retraite est de 3,5 milliards d'euros en 2018, ce qui fait dire au Comité de mobilisation de la Direction Générale de l'Insee : « *Le déficit actuel du système de retraite est le fruit d'une succession de politiques ayant eu pour effet de faire stagner les ressources, tandis que les dépenses augmentaient régulièrement.* »

La Cour des comptes note à son tour que « *ces dispositifs dérogatoires sont insuffisamment encadrés, qu'il s'agisse* »

« Taxe Gafa » : MACRON suspend la collecte de la taxe en 2020 et recule devant TRUMP !

La France suspend cette année le prélèvement de sa taxe sur le numérique « afin d'éviter les sanctions américaines et donner plus de temps pour trouver un accord mondial au sein de l'OCDE ». « La taxe est maintenue, mais le paiement des acomptes prévus en avril et en novembre est suspendu pour donner du temps aux négociations au sein de l'OCDE », a expliqué à l'AFP une source française, au lendemain d'une conversation téléphonique entre les présidents français Emmanuel Macron et américain Donald Trump. *Les actionnaires des géants du numérique et autres (google, Amazon, etc.) peuvent continuer à engranger les salariés français paieront pour eux !*

UN CHIFFRE PASSE SOUS SILENCE : CELUI DES EXPULSIONS LOCATIVES EN 2019: 207

Dans le tumulte social et politique actuel, un chiffre est passé inaperçu. Celui des expulsions locatives qui est de 207 en 2019, contre 171 en 2018 sur le Loiret. Soit une augmentation de 36 (+21%)

Ce chiffre ne nous étonne pas compte tenu de l'aggravation de la pauvreté et des difficultés sociales actuelles. *N'oublions pas qu'à Orléans, plus de 23% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Dans une quasi indifférence générale.* Les militants de la CNL rencontrent ces familles dans leurs permanences.

Pourtant, des outils existent comme la CCAPEX (commission de prévention des expulsions). Quant à la CNL, elle ne ménage pas ses efforts pour accompagner les locataires en procédure d'expulsion auprès des bailleurs sociaux pour tenter de trouver des solutions amiables.

Mais quand les difficultés sont là et bien là (bas salaires, chômage, loyers en hausse, APL diminuée, etc...), pas étonnant que le nombre des expulsions, lui, soit en hausse.

Pendant ce temps-là, les dividendes versés aux patrons du CAC 40 explosent (les milliardaires trois fois plus riches qu'en 2008) . Jamais la fracture entre les plus riches et les familles défavorisées n'a été aussi grande. Comme le déclarait Victor HUGO: " C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches."

La CNL continuera le combat contre les expulsions locatives et propose:

- *pas d'expulsions sans relogement ou hébergement, y compris avec un accompagnement social que cela est nécessaire*
- *blockage des loyers*
- *revalorisation de l'APL*
- *constructions de logements sociaux du type PLAI (avec des loyers moins onéreux) et dans toutes les communes*

Jamais, la CNL ne restera sans réagir face aux expulsions locatives, acte inhumain si il en est. (*Communiqué*)

Le Roi Macron reçoit à Versailles !

Emmanuel Macron et 19 membres du gouvernement ont reçu des patrons de tous les pays lundi au Château de Versailles : Coca-Cola, Google, Toyota, Rolls Royce... Cette réception est une provocation et va encore coûter des milliers d'Euros d'argent public. Macron se prend vraiment pour un nouveau roi de France, et reçoit les champions du privé, alors que les salariés sont mobilisés pour éviter que nos retraites passent d'un régime solidaire à un régime privé. 4 milliards d'euros d'investissement dont 2 milliards pour les chantiers de l'atlantique ça fait de l'emploi dit Macron qui se vante d'avoir créé 500.000 emplois depuis qu'il est là alors que le chiffre des chômeurs reste collé aux 3 millions *où est l'erreur* ? Sans compter que tous les investissements vont se faire avec des dégrèvements massifs et des terrains offerts ...comme pour la CGE-ALSTHOM !Cela montre la nécessité de continuer à se mobiliser, pour gagner, si nous ne voulons pas que le slogan « quand tout sera privé, on sera privé de tout » devienne une réalité. *Cette réforme est un cadeau aux grandes sociétés des assurances, un cadeau qui nous fera perdre plusieurs centaines d'euros par mois sur nos pensions s'il est mis en place.*